

**Convention collective**

IDCC : 1577. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,  
ÉLECTRONIQUES ET CONNEXES  
(HÉRAULT, AUDE ET PYRÉNÉES-ORIENTALES)**  
**(7 février 1990)**

*(Bulletin officiel n° 1990-11 bis)*

*(Etendue par arrêté du 24 octobre 1990,  
Journal officiel du 28 novembre 1990)*

■ *Journal officiel* du 11 décembre 2009

**Arrêté du 2 décembre 2009 portant extension d'un avenant à la  
convention collective des industries métallurgiques, électroniques  
et connexes de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales  
(n° 1577)**

NOR : MTST0929074A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 1990 et les arrêtés successifs, notamment  
l'arrêté du 21 octobre 2008, portant extension de la convention collective des  
industries métallurgiques, électroniques et connexes de l'Hérault, de l'Aude  
et des Pyrénées-Orientales du 7 février 1990 et de textes la modifiant ou la  
complétant ;

Vu l'avenant du 24 juillet 2009, relatif aux rémunérations minimales hié-  
rarchiques, aux rémunérations annuelles garanties et à la prime de panier de  
nuit (deux annexes), à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 23 octobre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords) recueilli suivant la procédure  
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

### **Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, électroniques et connexes de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales du 7 février 1990, tel qu'étendu par arrêté du 24 octobre 1990, modifié par l'avenant du 3 décembre 1993, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'avenant du 24 juillet 2009, relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques, aux rémunérations annuelles garanties et à la prime de panier de nuit (deux annexes), à la convention collective susvisée.

### **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

### **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 décembre 2009.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBREXELLE

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/41, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75902 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.